

REVUE DE PRESSE

4 janvier 2021 – 19 janvier 2021

Enseignants, chercheurs et doctorants

Le Figaro

18 janvier 2021

Avec Pierre Vermeren, professeur d'histoire

Le Maghreb, victime oubliée du Covid

Le virus provoque moins de morts au Maghreb que dans d'autres régions du monde, mais les suites économiques et sociales de la crise sanitaire sont très graves. Les émeutes survenues ce week-end en Tunisie en témoignent. Et les conséquences de la pandémie sur la politique des États du Maghreb se révèlent de grande portée, explique

le professeur d'histoire contemporaine des sociétés arabo-berbères à Paris I Panthéon-Sorbonne*. Au Maghreb, l'année 2021 ne s'annonce pas moins difficile qu'en Occident, après une année 2020 catastrophique.

[Lien via Europresse](#)

Semaine sociale Lamy

18 janvier 2021

Avec Emmanuel Jeuland, professeur de droit

Le « droit à la preuve » en débat

Serait-ce un effet de mode ou une tendance jurisprudentielle de fond ? L'un n'empêchant pas l'autre, le « droit à la preuve » est au cœur de trois arrêts récents de la chambre sociale de la Cour de cassation. Et cette série initiée par un arrêt fondateur du 9 novembre 2016 n'est pas prête de s'achever. L'occasion de faire le point avec Emmanuel Jeuland, Professeur à l'Université Paris 1, Panthéon-Sorbonne et spécialiste du droit processuel.

Selon le rapport annuel de la Cour de cassation de 2012, le « droit à la preuve », est issu de la jurisprudence de la Cour de Strasbourg et « consiste à aborder la recevabilité d'un mode [de preuve] a priori inadmissible ou suspect à travers le prisme d'un rapport de proportionnalité entre les intérêts que le secret protège et ceux à la satisfaction desquels il fait obstacle, dès lors que, dans cette mise en balance, l'atteinte au secret paraît moindre, et constituer le seul moyen de faire triompher une légitime prétention de fond » (CEDH, 10 oct. 2006, requête n o 7508/02, L. L. c. France ; CEDH, 13 mai 2008, requête n o 65097/01, N.N. et T. A. c. Belgique)

[Lien via Europresse](#)

The Conversation

17 janvier 2021

Avec Ania Szczepanska, maîtresse de conférences en histoire du cinéma à l'université

Bonnes feuilles : « Une histoire visuelle de Solidarnosc »

C'est aux premiers temps de « Solidarność » que propose de s'intéresser ce travail : à la naissance de la contestation collective et à sa transformation en un mouvement international, à l'époque des deux Europe. Car si l'histoire politique du mouvement a déjà été écrite, celle de « l'union fraternelle » selon l'expression de Karol Modzelewski, historien médiéviste, homme de gauche et figure majeure de l'opposition politique au régime communiste et de la mobilisation collective reste lacunaire. Or ce sont précisément ces facettes de Solidarność qui intéressent notre présent en crise. Elles ont été révolutionnaires, à l'échelle de l'individu et du collectif, et ont été oubliées, car recouvertes par le tournant libéral et les discordes de l'après-1989.

[Lien vers l'article](#)

La Croix

15 janvier 2021

Avec Philippe Delebecque, professeur en droit privé et sciences criminelles

Covid-19 : face aux variants, la France durcit l'accès à son sol

Explication À compter du 18 janvier, toute personne venant d'un pays extérieur à l'Union européenne devra justifier d'un test négatif, réalisé 72 heures avant, et respecter à l'arrivée une semaine d'isolement. Les pays européens pourraient vite ne plus faire exception à ce nouveau sas sanitaire.

Un an après l'arrivée du Sras-CoV-2 sur le sol français, la situation épidémique « maîtrisée » mais « fragile » a convaincu le gouvernement de « durcir fortement les conditions d'entrée sur le territoire national ». À compter du 18 janvier, toute personne en provenance d'un pays hors Union européenne (UE), quelle que soit sa nationalité, devra justifier d'un test négatif réalisé dans les 72 heures précédant son trajet, puis s'engager sur l'honneur à respecter sept jours d'isolement bouclés par un deuxième test PCR. Ces mesures s'appliqueront également aux vols depuis la Guyane, Mayotte et la Réunion vers la métropole.

[Lien via Europresse](#)

Le Figaro

14 janvier 2021

Avec Catherine Larrere, professeure émérite en philosophie

Écologie : quand le catastrophisme paralyse l'action politique

Tapez *#effondrement* sur Instagram, et vous trouverez des jeunes filles posant l'air méditatif en tenue de yoga, des pubs pour des cotons-tiges zéro déchets ou des kits de survie, des citations encadrées du genre:«L'utopie a changé de camp: est aujourd'hui utopiste celui qui croit que tout peut continuer comme avant». Mêlant apocalyptisme et conseils pratiques pour changer de vie, la « collapsologie », cette « science de l'effondrement » a le vent en poupe dans la nouvelle génération séduite par les discours de Greta Thunberg. Hier la jeunesse était enrôlée dans l'utopie des lendemains meilleurs, désormais c'est le jour d'après catastrophiste qui mobilise les esprits. Cette branche radicale de l'écologie qui annonce la ruine de la civilisation industrielle a été rendue populaire en France par l'ouvrage de Pablo Servigne et Raphaël Stevens Comment tout peut s'effondrer. Petit manuel de collapsologie à l'usage des générations présentes publié en 2015, mais aussi par le discours de l'ancien élu vert Yves Cochet (Devant l'effondrement. Essai de collapsologie).

[Lien vers l'article](#)

France Culture

14 janvier 2021

Avec Pierre-Yves Quiviger, professeur de philosophie

Épisode 4 : La réalité est-elle une illusion ?

Le réel existe-t-il ? La question n'est pas une provocation : que désigne le terme de "réel", si ce n'est, comme le dit le philosophe Clément Rosset, l'ensemble des perceptions qu'on en a ?

C'est-à-dire que du réel, nous n'avons aucune preuve, et peut-être même n'y avons-nous pas accès autrement qu'à travers les doubles que nous produisons pour pouvoir le saisir.

Et parmi ces doubles se trouve le cinéma...

[Lien vers l'article](#)

Huffpost

14 janvier 2021

Avec Marie-Xavière Catto, maîtresse de conférences en droit public

Contre les "mutilations" faites aux enfants intersexes, un député LREM dépose un amendement

L'enjeu est crucial, mais le sujet reste tabou. Ce jeudi 14 janvier, à l'occasion du projet de loi confortant les principes républicains, le député LREM Raphaël Gérard déposera à 17h un amendement, que Le HuffPost s'est procuré en exclusivité, pour le moment co-signé par 22 de ses collègues* et visant à lutter contre les mutilations sexuelles faites aux enfants intersexes.

Pour ce député de Charente-Maritime, qui a déjà porté le sujet lors des débats relatifs à la loi bioéthique, c'est une zone grise du droit. "On ne peut en principe pas pratiquer d'opérations irréversibles sans le consentement de la personne, nous explique-t-il. Mais dans les faits, on voit bien que ça n'est pas du tout respecté".

[Lien vers l'article](#)

Vatican News

14 janvier 2021

Avec Florence Brisset-Foucault, maîtresse de conférences en science politique

Présidentielle en Ouganda après une campagne marquée par la répression

Dix-huit millions d'Ougandais sont appelés aux urnes jeudi 14 janvier pour des élections présidentielles et législatives. Le président sortant Yoweri Museveni, 76 ans, au pouvoir depuis 1986, affronte l'opposant Bobi Wine, 38 ans, au terme d'une campagne électorale plus violente que les précédentes. Analyse.

Vers un sixième mandat présidentiel pour Yoweri Museveni ? Après trente-cinq ans à la tête d'un régime politico-militaire, l'autocrate devrait à nouveau remporter le scrutin et garder les rênes de ce pays enclavé d'Afrique de l'Est. Durant ces derniers mois, le président de 76 ans et aux membres de son parti de ont mené une campagne tambour battant, quitte à museler l'opposition dans la violence.

[Lien vers l'article](#)

Le Monde

13 janvier 2021

Avec Francis Kessler, maître de conférences en droit privé et sciences criminelles

Quel accident du travail pour le salarié en télétravail ?

Droit social. Le récent accord national interprofessionnel (ANI) du 26 novembre 2020 pour une mise en œuvre réussie du télétravail dispose que « le télétravail étant une modalité d'exécution du contrat de travail, la présomption d'imputabilité relative aux accidents de travail s'applique également en cas de télétravail. Malgré les difficultés de mise en œuvre pratique, c'est ce que prévoit explicitement le code du travail ». Ce point sans portée normative propre et sibyllin – témoignage de l'âpreté des négociations sur ce sujet – mérite explications.

« Les accidents survenus par le fait du travail ou à l'occasion du travail », selon la formule de la loi du 8 avril 1898 (qui a créé le régime spécial d'indemnisation des victimes d'accidents du travail), ouvrent à tout salarié une prise en charge de l'intégralité des dépenses de santé engendrées sans que la victime n'ait à faire l'avance des sommes, tout comme, le cas échéant, au versement de revenus de remplacement plus généreux que ceux versés hors accident du travail. La formulation de 1898 est reprise telle quelle dans l'article L411-1 du code de la Sécurité sociale.

[Lien via Europresse](#)

Médiapart

12 janvier 2021

Avec Catherine Larrère, professeure émérite de philosophie

Une visioconférence sur l'aveuglement catastrophiste le 19 janvier

« Le pire n'est pas certain. Essai sur l'aveuglement catastrophiste » Tel est l'intitulé d'une visioconférence ouverte à toutes et tous organisée par le Cercle Condorcet de Paris le mardi 19 janvier de 18h30 à 20h. Les intervenants sont Catherine et Raphaël Larrère,.

Catherine Larrère est professeure émérite à l'université Paris 1-Panthéon Sorbonne. Elle est l'auteur d'ouvrages importants de philosophie environnementale. Elle a notamment publié *Les philosophies de l'environnement*, PUF 1997. Plus récemment : *Penser l'anthropocène* (sous la direction de Catherine Larrère et Rémi Beau), Paris, Les Presses de Sciences Po, 2018.

[Lien vers l'article](#)

France Culture

12 janvier 2021

Avec Arnaud Bertinet, maître de conférences en histoire du patrimoine et archives visuelles

Épisode 2 : Les musées en temps de guerre

Les destructions récentes de collections muséales et de sites historiques, notamment à Bagdad ou à Palmyre, nous font prendre conscience de l'actualité d'une nécessaire protection du patrimoine artistique et culturel. Le Cours de l'histoire retrace les grandes étapes de l'histoire du sauvetage des collections de musées, de la première évacuation romanesque du Louvre en 1870 aux pillages de la Seconde Guerre mondiale, la Convention de la Haye en 1954 à l'action du Bouclier Bleu. Ces détours historiques donnent de la profondeur à ce sujet afin de mieux comprendre les enjeux de la protection des collections en temps de guerre : quelles œuvres sauver ? Où les entreposer ? Comment les transporter ? Comment assurer leur conservation ?

Avec Arnaud Bertinet, maître de conférences en histoire du patrimoine et archives visuelles à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne. Il est notamment l'auteur de *Les musées de Napoléon III, Une institution pour les arts, 1849-1872* (Mare & Martin, 2015) et *Des musées de Metz à la Cour d'Or, histoire des collections, reflets d'un territoire* (Snoeck, 2018).

[Lien vers l'article](#)

Le journal du dimanche

11 janvier 2021

Avec Christine Dugoin-Clément, membre associé au laboratoire de recherche IAE

Donald Trump banni des grands réseaux sociaux : et maintenant ?

L'analyste en géopolitique Christine Dugoin-Clément, membre associé au Laboratoire de Recherche IAE Paris-Sorbonne Business School (à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, chaire "normes et risques", IAE Paris-Sorbonne Business School), explique les conséquences du bannissement de Donald Trump des grands réseaux sociaux.

Alors que 2021 démarrait à peine, les médias du monde entier ont assisté, sidérés, au saccage du Congrès américain par des partisans d'un Donald Trump arc-bouté sur son refus du résultat de l'élection présidentielle qui venait de donner la victoire à Joe Biden. Dès le 3 novembre, Donald Trump évoque une fraude généralisée et concertée qui aurait été mise en œuvre afin de faire élire Biden et de spolier le peuple américain de son véritable vote. Bien que ces allégations n'aient pas résisté à leur examen par le pouvoir judiciaire et aux enquêtes diligentées dans plusieurs États, le président sortant s'obstine et appelle ses partisans à s'élever contre la certification du résultat de l'élection présidentielle prévue le 6 janvier.

[Lien vers l'article](#)

L'Humanité

11 janvier 2021

Avec Jézabel Couppey-Soubeyran, maîtresse de conférences en Sciences économiques

Plan de relance : que doit-on faire des milliards de la « dette Covid » ?

La crise sanitaire fait réaliser l'absolue nécessité des dépenses publiques. Celles que les gouvernements consentent aujourd'hui pour éviter une envolée des faillites et du chômage. Autant que celles qu'ils n'ont pas consenties hier, dans la santé, l'éducation, le numérique, et dont l'absence pèse lourd aujourd'hui dans la gestion de crise. Alors tant mieux si les brides budgétaires ont sauté et si les déficits hier interdits sont jusqu'à nouvel ordre autorisés. Mais, à s'interdire aujourd'hui d'annuler des dettes passées ou de financer autrement ces déficits, ne rouvre-t-on pas la porte à l'austérité budgétaire demain ?

Beaucoup se refusent aujourd'hui à considérer que la dette constituée par l'ensemble des emprunts contractés sur les marchés financiers par les États pour gérer la crise sanitaire puisse poser problème demain. Divers sont les motifs : nous n'aurions pas le choix ; les taux étant au plus bas et les marchés financiers très friands de ces titres de dette publique, il n'y aurait pas lieu de s'inquiéter ; et la politique budgétaire enfin jouerait son rôle.

[Lien vers l'article](#)

Médiapart

11 janvier 2021

Avec Paul Cassia, professeur en Droit public

Enseignement supérieur et covid-19 : leçon du silence

Lors de sa conférence de presse du 7 janvier 2021 sur la situation sanitaire, le Premier ministre n'a pas évoqué le sort des étudiants. Ce silence est en lui-même signifiant du désintérêt - si ce n'est du mépris - que l'exécutif porte aux usagers comme aux personnels du service public de l'enseignement supérieur.

Rien. Pas un mot. Le technocrate de la Cour des comptes propulsé Premier ministre par la grâce d'un ancien Inspecteur général des Finances en remplacement d'un membre du Conseil d'Etat a, dans sa conférence de presse du 7 janvier 2021, passé en revue ceux des nombreux sujets relatifs à la diffusion du coronavirus en France qui lui paraissaient devoir retenir l'attention de son auditoire.

[Lien vers l'article](#)

Maddyness

10 janvier 2021

Avec Sarah Saint-Michel, maîtresse de conférences en sciences de gestion

Leadership au féminin : les quotas sont-ils la bonne solution ?

Depuis le 1er janvier 2017, la loi Sauvadet impose un taux minimum de primo-nomination, « au moins 40 % de personnes de chaque sexe », aux principaux emplois de l'encadrement supérieur, de l'État, des collectivités territoriales et de la fonction publique hospitalière. À ce titre, la ville de Paris a été sanctionnée pour avoir tenté de rééquilibrer les femmes et les hommes aux postes décisionnaires. En 2018, la ville de Paris avait effectué 16 nominations de directeurs et sous-directeurs, dans de nouveaux emplois. Ces nouvelles nominations avaient bénéficié à 11 femmes et seulement 5 hommes. Ces promotions jugées comme « trop favorables » aux femmes ont contribué « au non-respect de l'objectif légal de 40 % de nominations de personnes de chaque sexe dans ces emplois », indique le ministère.

[Lien vers l'article](#)

Mosaiqueguinee.com

10 janvier 2021

Avec Jean Paul Kotembedouno, attaché temporaire d'enseignement et de recherche à l'EDS

Résolution adoptée par l'assemblée nationale : les remarques du juriste Jean Paul Kotembedouno

MERCREDI 06 JANVIER 2021, L'ASSEMBLEE NATIONALE DE LA REPUBLIQUE DE GUINEE A ADOPTÉ UNE RESOLUTION RELATIVE AUX CORDINATIONS REGIONALES ET AUX ORGANISATIONS ASSIMILEES

QUELQUES REMARQUES :

La lecture des 6 paragraphes permet de relever qu'elle essaie d'encadrer les conditions générales de fonctionnement de ces coordinations dont elle reconnaît, au surplus, le caractère informel.

Elle utilise des formulations très vagues et donc peu prescriptives. Elle représente, à ce titre, moins du droit contraignant que de la SOFT LAW (au sens du negotium). Cet aspect est conforté par le fait qu'en vertu de l'article 64 B-1-2 de la Loi organique portant Règlement intérieur de l'Assemblée nationale de la République de Guinée, « La résolution est un texte adopté par une Assemblée à l'initiative de l'un de ses membres et qui n'a pas en droit, le caractère général d'une loi ». Elle constitue, en conséquence, de la SOFT LAW au sens de l'instrumentum.

[Lien vers l'article](#)

The Conversation

10 janvier 2021

Avec Christine Dugoin-Clément, membre associé au Laboratoire de Recherche de l'institut d'Administration des Entreprises de Paris

Donald Trump banni des grands réseaux sociaux : et maintenant ?

Alors que 2021 démarrait à peine, les médias du monde entier ont assisté, sidérés, au saccage du Congrès américain par des partisans d'un Donald Trump arc-bouté sur son refus du résultat de l'élection présidentielle qui venait de donner la victoire à Joe Biden.

Dès le 3 novembre, Donald Trump évoque une fraude généralisée et concertée qui aurait été mise en œuvre afin de faire élire Biden et de spolier le peuple américain de son véritable vote. Bien que ces allégations n'aient pas résisté à leur examen par le pouvoir judiciaire et aux enquêtes diligentées dans plusieurs États, le président sortant s'obstine et appelle ses partisans à s'élever contre la certification du résultat de l'élection présidentielle prévue le 6 janvier.

[Lien vers l'article](#)

Le Monde

9 janvier 2021

Avec Jézabel Couppey-Soubeyran, maîtresse de conférences en sciences économiques

Avec son argent magique, la Banque centrale européenne peut-elle sauver la planète ?

Le temps d'une pandémie, l'arbre à argent magique est apparu. Depuis le déferlement du Covid-19 en Europe, la Banque centrale européenne (BCE) a débloqué une enveloppe de 2 500 milliards d'euros, à dépenser sur deux ans jusqu'en mars 2022. Cet argent, créé ex nihilo, a permis aux États de s'endetter à taux d'intérêt nul, voire négatif, payant ainsi indirectement le chômage partiel et les plans de soutien sectoriels. Ces mesures, inimaginables il y a un an, sont devenues possibles face à l'urgence.

Et si le même tour de passe-passe monétaire pouvait s'appliquer au changement climatique ? Après tout, l'urgence est tout aussi réelle. Dans une récente note pour l'Institut Veblen, l'économiste Jézabel Couppey-Soubeyran appelle de ses vœux une telle « monétisation des dépenses publiques nécessaires à la transition écologique », en permettant à la BCE de les financer « sans contrepartie ».

[Lien via Europresse](#)

Rfi

8 janvier 2021

Avec Maria Gravari Barbas, professeure en géographie et directrice de laboratoire de l'équipe interdisciplinaire de recherches sur le tourisme (EA 7337)

Un monde sans touristes

Bienvenue dans cette nouvelle édition d'Éco d'ici Éco d'ailleurs, première de l'année 2021. Comme en 2020, nous continuerons à démonter ici et sans agressivité les rouages de l'économie mondiale. Nul doute que comprendre l'impact actuel et futur de la pandémie de Covid-19 occupera une bonne partie de notre temps. Nous commençons d'ailleurs tout de suite avec une émission intitulée « un monde sans touristes ».

Il y a un peu plus de trois ans, à la fin de l'année 2017, nous avons évoqué ici ces grandes villes submergées par des flots de touristes. Nous avons évoqué ces territoires remodelés pour donner accès au plus grand nombre de visiteurs possibles. Au fil des années, des investissements massifs ont été consacrés à l'industrie touristique et dans de nombreux pays, cette activité fournit un très grand nombre d'emplois et une part significative de la richesse nationale.

[Lien vers l'article](#)

L'Humanité

8 janvier 2021

Avec Pierre Singaravélou, professeur des universités en histoire

Pierre Singaravélou, historien de la mondialisation : « La pandémie symbolise la fermeture de la parenthèse de la domination occidentale »

Pierre Singaravélou Il est toujours extrêmement périlleux de tirer des enseignements des événements récents. A fortiori s'agissant de cette séquence où les confinements se succèdent sans que les gouvernements soient guidés par une doctrine cohérente et clairement lisible. On peut toutefois affirmer que la pandémie de Covid-19 est en elle-même la démonstration spectaculaire que nous vivons dans un monde entièrement globalisé pour le pire et - espérons-le - pour le meilleur. Le virus se joue en effet des frontières nationales, frappant tous les pays de la planète à l'exception de quelques îles telles les Samoa américaines, qui se sont totalement coupées du reste du monde.

[Lien via Europresse](#)

The Conversation

7 janvier 2021

Avec Carole Renaud-Paligot, historienne et chercheuse associée à l'université

Comment la politique coloniale a forgé le mythe d'une France « pays des droits de l'Homme »

Que représente l'école des colonies dans l'imaginaire des Français d'aujourd'hui ? Un tableau noir, dressé devant de petits écoliers, sur lequel un instituteur écrivait d'une belle écriture de craie blanche « Nos ancêtres les Gaulois ».

Une légende bien installée et contre laquelle s'était déjà indigné, en 1928, un des principaux instigateurs de la politique scolaire coloniale, Georges Hardy, théoricien et praticien du grand principe de « l'adaptation » :

« Nos ancêtres les Gaulois, mais ce ne sont là que calomnies ! »

L'idée d'une France enseignant aux jeunes colonisés les programmes métropolitains s'avère effectivement relever d'une histoire légendaire. Cette légende a participé, jusqu'à aujourd'hui, à la construction de l'image d'une France pays des droits de l'Homme, qui aurait généreusement fait bénéficier de sa culture à des populations restées en dehors de la modernité.

[Lien vers l'article](#)

Le Figaro

7 janvier 2021

Avec Christian de Boissieu, professeur émérite

Bitcoin contre euro numérique : « Une nouvelle guerre des monnaies se profile »

Jusqu'à présent, la guerre des monnaies désigne surtout les dévaluations compétitives, le désir de certains pays d'améliorer leur compétitivité grâce à la sous-évaluation de leur taux de change. Se profile une nouvelle guerre des monnaies, celle qui oppose monnaies publiques (ou officielles) et monnaies privées et dont les enjeux, éminemment politiques, touchent au pouvoir, au contrôle et à la souveraineté nationale. Car, comme le disait l'économiste britannique Roy Harrod, « la monnaie est pouvoir », et pas seulement pouvoir d'achat... Le monopole public de l'émission monétaire, déjà tombé avec l'essor des banques commerciales, risque de perdre ce qui lui reste avec l'essor de monnaies privées.

[Lien vers l'article](#)

Toute la culture

5 janvier 2021

Avec Anne-Marie Leroyer, professeure de droit privé et chargée de mission

L'agenda des savoirs : Les 8 conférences du mois de janvier 2020

Comme chaque année, nous renouvelons ensemble cette belle résolution de continuer à apprendre et à nous questionner. Rien de tel pour cela que quelques conférences qui, tout au long du mois de janvier, sur place ou depuis nos canapés, ouvrirons nos horizons.

Antoine Compagnon, sa leçon de clôture pour le Collège de France

Titulaire de la chaire de Littérature française moderne et contemporaine : Histoire, critique, théorie, au Collège de France Antoine Compagnon prononcera le 12 janvier 2021, à 17h45, sa leçon de clôture : « Quindecim annos, grande mortalis aevi spatium ». L'occasion d'écouter une figure tutélaire de la théorie critique contemporaine, dont la leçon inaugurale en 2006 « La littérature, pour quoi faire ? » avait marqué un tournant essentiel dans les études littéraires. La leçon sera prononcée à huis clos et retransmise en direct.

[Lien vers l'article](#)

Le Monde

5 janvier 2021

Avec Bernadette Bensaude-Vincent, professeure émérite

Soldat « augmenté », humain minoré

Le 18 septembre, le comité d'éthique de la défense a remis à la ministre des armées, Florence Parly, un avis sur le « soldat augmenté », rendu public au début de décembre. Un tel avis appelle une discussion bien au-delà des cercles de la défense, comme le soulignait l'article que lui consacrait Le Monde daté du 5 décembre. Il soulève, en tout cas, des inquiétudes, car, sur cette question largement débattue depuis deux décennies, il adopte une position tranchée.

Le comité se prononce en faveur de la recherche sur les nouvelles techniques d'augmentation des capacités physiques et cognitives. Il le justifie par la nécessité d'adapter les performances de la combativité des militaires face à des adversaires faisant usage de technologies qui imposeraient de conformer l'homme à ces innovations. En d'autres termes, puisque d'autres pays ont fait le choix de modifier les caractéristiques humaines du soldat afin d'en faire un instrument intégré aux stratégies de la guerre technologique, nous ne disposerions d'aucune autre option que de nous soumettre aux impératifs de cette compétition. Convient-il de se résoudre à accepter cette mutation anthropologique, qui concerne l'intégrité de la personne, au nom de l'intérêt supérieur de la défense nationale ?

[Lien via Europresse](#)

Médiapart

2 janvier 2021

Avec Michel Pigenet, professeur émérite d'histoire

« Depuis les années 1990, la CGT traverse mieux la tourmente que le PCF »

L'historien Michel Pigenet revient sur la lente désaffiliation de la CGT vis-à-vis du PCF, entamée dès la fin des années 1970. Il détaille aussi comment, cinquante ans plus tôt, les communistes français avaient mis la main sur le syndicat né avant eux.

Il fut un temps, entre la fin de la Seconde Guerre mondiale et la fin des années 1970, où le Parti communiste français (PCF) considérait la CGT comme son bras syndical naturel, voire comme l'organisation de masse qu'il pouvait contrôler. Les dirigeants de la confédération syndicale étaient aussi membres de la direction du parti, leurs buts et leurs visions du monde étaient alignés.

[Lien via l'ENT](#)

El Watan

2 janvier 2021

Avec Vincent Julien, maître de conférences en histoire des sciences à l'université

La médecine du travail face à l'évolution de la covid-19 : Le management collaboratif, outil incontournable ?

Dans la plupart des entreprises, on rencontre des responsables convaincus que leur rôle est principalement de prendre soin de leurs collaborateurs et de placer leurs intérêts sur le devant de la scène. C'est à ces mêmes managers que revient la responsabilité d'accompagner et de veiller au développement de leur capital humain et l'aider à affronter les situations de crise.

Si vraiment l'humain se place au centre des réflexions de la fonction RH, perçu comme une clé de réussite pour l'entreprise, l'obligation de lui offrir toutes les conditions de travail propices à la créativité, l'innovation et l'initiative ne suffit pas pour son épanouissement si sa santé est menacée.

[Lien vers l'article](#)

Europe 1

2 janvier 2021

Avec Sandra Laugier, professeure de philosophie à l'université

19h-20h : l'incroyable succès des séries

Deux heures d'actualité avec toute la rédaction d'Europe 1 autour d'Isabelle Millet. Des invités mais aussi des débats d'actualité, notamment à 18h30 avec les Grandes voix d'Europe 1 et à 19h15 autour d'Isabelle Millet et d'un invité.

[Lien vers l'émission](#)

Le Monde

2 janvier 2021

Avec Judith Rainhorn, professeure d'histoire sociale contemporaine à l'université

La peur de l'apocalypse climatique, entre catastrophisme et clairvoyance

Basée sur les travaux des climatologues, la crainte d'un effondrement planétaire hante les citoyens des pays occidentaux. Engendrant chez certains des théories catastrophistes, elle peut néanmoins devenir le fondement d'une nouvelle éthique.

Le grand historien des mentalités religieuses, Jean Delumeau (1923-2020), souriait volontiers des frayeurs de ses contemporains. L'insécurité urbaine, les accidents d'avions ou les maladies chroniques ne l'impressionnaient guère : l'auteur de *La Peur en Occident* (XIV^e-XVIII^e siècles, Fayard, 1978) avait côtoyé des périls infiniment plus menaçants en fréquentant assidûment les archives du Moyen Age et des débuts de la modernité en Occident. A cette époque, résumait-il, les hommes et les femmes étaient « exposés à la mort à chaque instant ». « Voilà pourquoi certaines peurs contemporaines me semblent excessives », concluait-il.

[Lien via Europresse](#)

Libération

31 décembre 2020

Avec Anne Hugon, maîtresse de conférences en histoire et civilisations

Les « bonnes mères » africaines de la propagande coloniale

S'il a bien été établi, depuis des décennies, que non seulement les mères ont une histoire, mais que la maternité est une affaire à la fois privée et publique, comme l'a démontré Yvonne Knibiehler, l'historicité de celle-ci en situation coloniale a été négligée. Aussi on ne peut que se réjouir de la publication de cet ouvrage sur la Gold Coast (l'actuel Ghana), possession britannique. Son objectif n'est pas une étude de la colonisation, mais tout en enrichissant celle-ci, il est de faire «une histoire sociale [] par le prisme de la maternité». Cette approche saisit l'enchevêtrement entre les conceptions et les pratiques autochtones et coloniales, étudiées par le croisement entre des sources émanant de l'administration britannique et les archives orales, recueillies sur le terrain. La période retenue correspond à la transformation par le pouvoir colonial de la maternité

Des Africaines en une fonction sociale. Cette politique est la conséquence de leur conviction, bien peu fondée selon l'autrice, que la Gold Coast est sous-peuplée en raison de la surmortalité néonatale et infantile. Les autorités désignent, sans hésitation, les responsables de cette faiblesse : les femmes. Cette accusation touche autant les mères que les matrones locales, souvent seules aides des parturientes.

[Lien via Europresse](#)

France Culture

29 décembre 2020

Avec Wladimir Andreff, professeur émérite à l'université

Épisode 2 : Foot : fin de partie pour un système à la dérive

Inflation des salaires, bulle spéculative du marché des transferts et dépendance aux droits télévisuels : la pandémie accélère une crise qui refuse de dire son nom depuis plusieurs années dans le milieu du football international. Le business model du football est-il capable de se remettre en cause ?

Jamais, depuis la fin de la Seconde guerre mondiale, le milieu du football n'avait connu un tel bouleversement. Après l'interruption brutale des championnats du printemps, puis la reprise d'une partie des compétitions, la situation reste incertaine et surtout inédite. Des matchs à huis clos sans supporters, des rencontres susceptibles d'être reportées à tout moment en cas de joueurs malades.

[Lien vers l'article](#)

France Culture

23 décembre 2020

Avec Pierre Brunet, professeur en Droit public

La rivière est-elle une personne (pour le droit) ?

Les éléments naturels peuvent-ils être considérés comme des personnes juridiques ? Quelle(s) voix pour les faire parler ? Comment les juger ? A travers le cas du fleuve Whanganui en Nouvelle Zélande, Esprit de justice questionne la place de la rivière dans l'oeil du droit.

En mars 2017, le parlement néozélandais adoptait une loi reconnaissant la personnalité juridique du fleuve Whanganui. Une telle décision, qui n'était pas sans précédents, a peut-être influencé les juges de la cour suprême de l'Uttarkhand indien qui, quelques jours après, déclaraient que le Gange et le fleuve Yamuna devaient être considérés comme des personnes juridiques vivantes. Il s'agit là d'un « événement juridique et philosophique majeur » dont nous feront saisir l'ampleur par Sacha Bourgeois-Gironde, professeur d'économie comportementale à l'université de Paris-2 et chercheur en sciences cognitives à l'institut Jean Nicod (ENS) qui vient de signer : Être la rivière. Comment le fleuve Whanganui est devenu une personne vivante selon la loi, (PUF 2020), et Pierre Brunet, professeur de droit public à l'université de Paris-1.

[Lien vers l'article](#)

L'Étudiant

18 décembre 2020

Avec Gwenegann Saillard (Miss Champagne-Ardenne), étudiante en deuxième année de licence d'histoire

Miss France 2021 : les études et les métiers des candidates

Le concours Miss France fête cette année ses 100 ans au Puy du Fou et sur TF1 ce samedi 19 décembre. L'Étudiant a épluché le CV des candidates. Découvrez les études, diplômes et rêves professionnels des prétendantes au titre de Miss France 2021.

Elève vétérinaire, étudiante en école de commerce, infirmière ou futur avocate... Les 29 reines de beauté candidates au titre de Miss France 2021 ont aussi de la cervelle. Hormis deux, toutes suivent des études supérieures ou sont déjà diplômées et insérées dans la vie active.

[Lien vers l'article](#)

Vie de l'université

L'Yonne Républicaine

18 janvier 2021

À propos de 6 étudiantes en gestion du patrimoine culturel à l'université qui travaillent sur des archives dans le cadre du projet de l'Espace Gaston Fleischel

Dans les archives de l'aventure industrielle de Gaston Fleischel, inventeur de la boîte de vitesse, à Bléneau

Des étudiantes en gestion du patrimoine culturel de l'université Paris 1 sont associées au projet de l'Espace Gaston Fleischel, à Bléneau. Ce week-end, elles ont notamment épluché des archives.

Sur la table de la bibliothèque municipale de Bléneau, les papiers anciens sont sortis les uns après les autres des cartons. Des courriers, des devis, des dépôts de licences, "des documents techniques souvent très clairs", tous issus des archives de la famille de Gaston Fleischel, inventeur, entre autres, du système de transmission automatique, ancêtre de la boîte de vitesses.

[Lien vers l'article](#)

Bulletin Quotidien

15 janvier 2021

À propos de l'élection de Christine Neau-Leduc à la présidence de l'université

Mme Christine NEAU-LEDUC, professeure en droit privé et sciences criminelles, élue à la présidence de l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Titulaire d'un diplôme d'études approfondies de droit privé, et d'un doctorat de l'Université Paris 2, agrégée de droit privé et de sciences criminelles, Mme Christine NEAU-LEDUC fut maîtresse de conférences à l'Université Montpellier 1 de 1999 à 2003, et est habilitée à diriger des recherches depuis 2002. Professeure à l'Université Toulouse 1 (2003-2005), elle fut professeure à l'Université Montpellier 1 de 2005 à 2012. Elle fut co-directrice du master professionnel droit et pratique des relations de travail (2008-2012), co-directrice du laboratoire de droit social à la faculté de droit de Montpellier (2009-2012), et directrice de l'Ecole doctorale "Droit et Science politique" de cette université (2010-2012). Elle fut par ailleurs directrice de la chaire "RSE et Monde du travail" Labex Entreprendre (2011-2015). Mme Christine NEAU-LEDUC est depuis 2012 professeure à l'Université Paris I Panthéon-Sorbonne, responsable de la mention master Droit de l'entreprise, co-directrice du Centre de Droit social de la Sorbonne, et directrice du département de droit privé de l'Ecole doctorale de droit de la Sorbonne de l'Université.

[Lien via Europresse](#)

Le journal des femmes

14 janvier 2021

L'université y est citée concernant le rejet de sa demande de reprise anticipée pour les étudiants

Confinement : Castex annonce un Couvre-feu à 18h pour tous

Alors qu'un couvre-feu à 18h a été mis en place dans toute la France depuis le 16 janvier, l'éventualité d'un reconfinement se fait de plus en plus probable... Sur France Inter, le professeur Jean-Daniel Lelièvre, chef de service des maladies infectieuses de l'Hôpital Henri-Mondor à Créteil, a estimé que la France doit, à un moment ou à un autre, passer par la case reconfinement. "On ne pourra pas éviter un nouveau confinement", a-t-il déclaré avant de tempérer : "Après, est-ce qu'il sera régional, national ? Est-ce qu'on est obligé de le faire sur l'ensemble du pays ? Là encore, il faudra voir au fur et à mesure avec les épidémiologistes". Le professeur, lui, parie sur une nouvelle assignation à domicile dès mars.

[Lien vers l'article](#)

Univers

13 janvier 2021

L'université est citée pour ses "rencontres de la Sorbonne"

Quatrième Rencontre de la Sorbonne : Art et Migration En ligne, 18 janvier 2021-18 janvier 2021, Paris

Envisager la création artistique dans le processus migratoire : comment la question de la migration est traitée par des artistes contemporains l'ayant vécue ?

Lors de cette quatrième conférence des rencontres de la Sorbonne sur le thème Art et Migration, nous nous interrogerons sur la manière dont est traitée la question de la migration par des artistes contemporains l'ayant vécue.

Ces migrations, subies ou choisies, font souvent l'objet de représentations dans l'art. Comment les envisager ? Elles peuvent être appréhendées comme des pratiques exutoires ou des témoignages.

[Lien vers l'article](#)

Le journal des femmes

8 janvier 2021

L'université est citée pour la demande de 77 étudiants d'avancer à début janvier la réouverture des universités

Confinement : Couvre-feu à 18h, Reconfinement... Annonces de Castex

Alors qu'un couvre-feu à 18h a été mis en place dans toute la France depuis le 16 janvier, l'éventualité d'un reconfinement se fait de plus en plus probable... Sur France Inter, le professeur Jean-Daniel Lelièvre, chef de service des maladies infectieuses de l'Hôpital Henri-Mondor à Créteil, a estimé que la France doit, à un moment ou à un autre, passer par la case reconfinement. "On ne pourra pas éviter un nouveau confinement", a-t-il déclaré avant de tempérer : "Après, est-ce qu'il sera régional, national ? Est-ce qu'on est obligé de le faire sur l'ensemble du pays ? Là encore, il faudra voir au fur et à mesure avec les épidémiologistes". Le professeur, lui, parie sur une nouvelle assignation à domicile dès mars.

[Lien vers l'article](#)

Monde des grandes écoles et universités

6 janvier 2021

À propos du nouvel administrateur provisoire à l'université

Yves Guillotin, nouvel administrateur provisoire de l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Yves Guillotin est nommé administrateur provisoire de l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne à la suite de Thomas Clay, dont le mandat était arrivé à son terme.

Nommé par le recteur de la région académique Île-de-France, chancelier des universités, recteur de l'académie de Paris, le 18 décembre dernier, Yves Guillotin est désormais le nouvel administrateur provisoire de l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

Il a pour mission d'assurer la gestion des affaires courantes et d'organiser l'élection à la présidence de l'université. Un nouveau conseil d'administration est prévu à cet effet le jeudi 14 janvier prochain à 14 h.

Yves Guillotin est conseiller d'établissement à la mission expertise et conseil de la direction générale de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle du ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation depuis septembre 2014. Professeur à la faculté de droit et de sciences économiques, il a présidé l'université du Maine de juillet 2007 à juillet 2012.

[Lien vers l'article](#)

L'argus de l'assurance

4 janvier 2021

Le master 2 Professionnel Cadres de la Mutualité, des Assurances et de la Prévoyance (CAMAP) est cité

Forces armées : un nouveau président pour la mutuelle Unéo

Marc Leclère, ingénieur général hors classe de l'armement (2S), préside désormais la mutuelle des forces armées.

[Lien vers l'article](#)

Comicsblog.com

4 janvier 2021

À propos de la journée de conférences organisées avec Demoserries

Une série de conférences en ligne "Les super-héros dans l'air du temps ? le 12 janvier 2021

Entre deux lectures de comics et l'une ou l'autre adaptation, il est également de bon ton d'aller s'intéresser à la bande dessinée américaine et aux super-héros d'un point de vue universitaire. Et ça tombe bien puisqu'en ce début d'année, à l'initiative de l'université Paris 1 Panthéon Sorbonne et de Demoserries, un collectif d'équipes de recherches qui s'intéressent à la façon dont les séries (et les oeuvres culturelles de masse) sont créées en rapport avec leur société et comment elles peuvent les influencer ou participer aux débats d'idées et de valeurs, un cycle de conférences sur les super-héros sera tout prochainement organisé.

Sous l'intitulé "Les super-héros dans l'air du temps ?", la Sorbonne et Demoserries organisent donc une journée de conférences qui se déroulera intégralement en ligne - monde d'après oblige - sur la journée du 12 janvier 2021, de 13h à 17h. Plusieurs intervenants (dont un certain Xavier Fournier) iront s'intéresser aux nombreux rapports entre les super-héros et le réel, par le prisme des comics depuis leur création au cours du Golden Age jusqu'aux adaptations les plus récentes - avec, par exemple, The Boys.

[Lien vers l'article](#)

France info

3 janvier 2021

Avec Thomas Clay, ancien administrateur provisoire de l'université

Rentrée des universités : "Nous avons des injonctions contradictoires de la part du gouvernement", déplore Thomas Clay, administrateur de l'université Paris 1

Thomas Clay regrette la politique de l'exécutif envers les universités : "Le gouvernement nous a quand même pris comme variable d'ajustement. C'est, à mon avis, déraisonnable."

"Nous avons des injonctions contradictoires de la part du gouvernement", déplore dimanche 3 janvier sur franceinfo Thomas Clay, administrateur provisoire de l'université Paris 1 - Panthéon Sorbonne, à la veille d'une rentrée universitaire après plusieurs semaines de fermeture, Covid-19 oblige. L'ancien président de l'université estime que le Premier ministre Jean Castex est responsable de cette situation, "alors que rien ne le justifie" du point de vue sanitaire.

Les établissements pourront accueillir des groupes de dix étudiants au maximum, tandis que les examens pourront être réalisés en présentiel. C'est le choix de l'université Paris 1.

[Lien vers l'article](#)
